



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 22 SEPTEMBRE 1906.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2481

#### PROVINCE DE QUÉBEC.

#### BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 15 septembre 1906.

Le dixième jour de septembre mil neuf cent six, l'honorab'le William Alexander Weir, avocat, de la cité de Montréal, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral d'Argenteuil.

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

#### PROVINCE DE QUÉBEC.

#### BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 17 septembre 1906.

Le douzième jour de septembre mil neuf cent six, Monsieur William Frederick Vilas, manufacturier, du village de Cowansville, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Brome.

L. G. DESJARDINS,  
3129 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 22nd SEPTEMBER, 1906

#### GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2482

#### PROVINCE OF QUEBEC.

#### OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Québec, 15th September, 1906.

The tenth day of September, one thousand nine hundred and six, the Honorable William Alexander Weir, advocate, of the city of Montreal, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Argenteuil.

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.

#### PROVINCE OF QUEBEC.

#### OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Québec, 17th September, 1906.

The twelfth day of September, one thousand nine hundred and six, William Frederick Vilas, esquire, manufacturer, of the village of Cowansville, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Brome.

L. G. DESJARDINS,  
3130 Clerk of the Crown in Chancery.

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix août 1906, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Saint-François, MM. Charles F. X. Prévost, médecin, et François Lemire, menuisier, de La Patrie, dans le comté de Compton.

3139

## DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 19 septembre 1906.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de nommer conseillers en loi du Roi, par commission sous le grand Sceau de la province, les personnes dont les noms suivent :

Section de Montréal.—MM. James Crankshaw, Ernest Desrosiers, Amédée Geoffrion, Hormidas Pelletier, Chs. A. Wilson, Romuald Delfausse, J. M. Ferguson, D. A. Lafortune, Lindor Ethier, Sorel, Arthur A. Bruneau, Sorel.

Section de Saint-François.—M. H. M. Hovey, Rock Island.

3161

## Proclamations

C. FITZPATRICK,  
Suppléant du Gouverneur Général du Canada.

[L. S.]

CANADA.

EDOUARD SEPT, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT :

## PROCLAMATION.

A. B. AYLESWORTH, } ATTENDU qu'il a plu  
Procureur Général, } au Dieu Tout-Puis-  
Canada. } sant, dans sa bonté ex-  
trême, d'accorder au Canada cette année une abondante moisson et d'autres bienfaits,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, et fixons par les présentes, par et de l'avis de Notre Conseil privé du Canada, jeudi, le dix-huitième jour d'octobre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujets du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis d'en prendre avis et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, l'Honorable CHARLES FITZPATRICK, Suppléant de Notre Très fidèle et Très bien-aimé Cousin le Très-honorable Sir ALBERT HENRY GEORGE, COMTE GREY, Vicomte Howick, Baron Grey de Howick, dans le comté de Northumberland, dans la pairie du Royaume-Uni, et Baronnet ; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

## Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth of August, 1906, to associate to the commission of the peace for the district of Saint Francis, Messrs. Charles F. X. Prévost, physician, and François Lemire, joiner, of La Patrie, county of Compton.

3140

## PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 19th September, 1906.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased to appoint as King's Counsellors, by commission under the great Seal of the province, the following persons, namely :

Montreal Section.—Messrs. James Crankshaw, Ernest Desrosiers, Amédée Geoffrion, Hormidas Pelletier, Chs. A. Wilson, Romuald Delfausse, J. M. Ferguson, D. A. Lafortune, Lindor Ethier, Sorel, Arthur A. Bruneau, Sorel.

Saint Francis Section.—Mr. H. M. Hovey, Rock Island.

3162

## Proclamations

C. FITZPATRICK,  
Deputy Governor General of Canada.

[L.S.]

CANADA.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India. To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern,—GREETING :

## A PROCLAMATION.

A. B. AYLESWORTH, } WHEREAS it has  
Attorney General, } pleased Almighty  
Canada. } God, in His Great Good-  
ness to vouchsafe this year unto Our Dominion of Canada, a bountiful harvest and other blessings,—

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a solemn and public acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do appoint Thursday, the eighteenth day of October next, as a day of general thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings with which Canada has been favoured during this present year ; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, The Honourable CHARLES FITZPATRICK, Deputy of Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin the Right Honourable Sir ALBERT HENRY GEORGE, EARL GREY, Viscount Howick, Baron Grey of Howick, in the County of Northumberland, in the Peerage of the United Kingdom, and a Baronet ; Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., etc., Governor General and Commander in Chief of Our Dominion of Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité d'OTTAWA, ce TRENTE-UNIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent six, et de Notre Règne la sixième.

Par ordre,

R. W. SCOTT,  
Secrétaire d'Etat.

3077

Canada,  
Province de  
Québec. }  
L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-HUITIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—SALUT.

## PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
Québec

2739

## ERRATA.

Pages 1375 et 1376, du No 37, de la Gazette Officielle, au lieu des mots : "cantons Dalmas, Pelletier et Albanel", partout où ces mots se trouvent, lisez : cantons Dolbeau, Dalmas, Pelletier et Albanel.

3131

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this THIRTY FIRST day of AUGUST, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By Command,

R. W. SCOTT,  
Secretary of State.

3078

Canada,  
Province of  
Quebec. }  
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the EIGHTEEN day of the month of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, you and each of you.—GREETING.

## PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the EIGHTEENTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and six, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY SEVENTH day of the month of OCTOBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commandeur of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.  
Quebec.

2740

## ERRATA.

Pages 1375 and 1376, of No. 37, of the Official Gazette, instead of the words : "townships Dalmas, Pelletier and Albanel", wherever those words occur, read : townships Dolbeau, Dalmas, Pelletier and Albanel.

3132

A la page 1378 de la *Gazette Officielle* du quinze septembre 1906, dans la vingtième ligne du numéro 3058, lisez "or the attainment" au lieu de "of the attainment".

3195

On page 1378 of the *Official Gazette* of the fifteenth of September, 1906, in the twentieth line of No. 3058, read "or the attainment" instead of "of the attainment".

3196

## Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du douzième jour de septembre 1906, incorporant MM. Esioff L. Patenaude, avocat, Odilon Lemire, marchand, Charles B. Tylee, comptable, J. Noël Décarie et J. E. Emile Leonard, avocats, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : fabriquer, manufacturer des chaussures, ainsi que tout ce qui se rapporte à l'industrie de la chaussure :

Acheter, vendre et faire le commerce de peaux et du cuir sous toutes ses formes et manufacturer toutes sortes d'objets en cuir, ainsi que toutes sortes d'autres objets que la compagnie jugera à propos de fabriquer dans l'intérêt de son commerce ;

Manufacturer et vendre des machines, étampes et formes employées dans l'industrie de la chaussure et autres ;

Acheter et payer au moyen de parts acquittées de la dite compagnie, les biens meubles et immeubles, l'actif et la clientèle de la société commerciale, faisant actuellement affaires à Sainte-Rose, dans le comté de Laval, sous le nom de "Montreal Box Toe Co." ;

Faire tout ce qui sera nécessaire pour les opérations de la dite compagnie, sous le nom de "Montreal Box Toe Co.", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province est à Sainte-Rose, dans le comté de Laval.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour de septembre 1906.

JOS. DUMONT,

3125 Sous-secrétaire de la province en office.

Avis est par le présent donné que, en vertu de la loi 3 Ed. VII, des lettres patentes ont émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du onzième jour de septembre 1906, incorporant sous le nom de "The South Beach Fishermen's Bait Association", MM. Camille Delaney, officier de couane, de House Harbor, Pelson Richard, Alcide Boudreau, Baptiste Chiasson, Placide Chiasson, Arsène Leblanc, Bruno Thériault, Wm. Thériault, Wm. Chivarie, Gilbert Boudreau, Léger Cormier, Timothé Boudreau, Abner Mason, Martin Turbide, Pierre H. Poirier, Vital Loiseau, Azade Turbide et Anathas Poirier, pêcheurs, de House Harbor, Daniel Boudreau, Joachim Chiasson, Fidèle Arseneau, Adéard Turbide, Edouard Poirier, Arsène J. Poirier, Jean Boudreau, Romuald Thériault, Fidèle V. Arseneau, William Paquet, pêcheurs, de South Beach, P. P. Delaney, médecin, John Quinn, ingénieur, de House Harbor, Gilbert Bouchard, Sylvio Turbide, François Cyr, Emmanuel Poirier, Augustin Boudreau, Camille Arseneau, John D. Arseneau, Grégoire Thériault, Charles Arseneau, Vilbon Arseneau, Philippe Arseneau, David Turbide, John Richard, pêcheurs, de House Harbor, François Chivarie, Louis Thériault, Isaac Chivarie, Isidore Boudreau, Ambroise Boudreau, Ananie Thériault, Wilfrid Thériault, Duguay Thériault, Prosper J. Turbide, Cyrice Poirier, Emilen Chivarie, Honoré Arseneau, Wm. V. Arseneau, Alcide Cyr, Isaac Arseneau, Daniel Richard, Grégoire Chivarie, Heber Boudreau, Désiré P. Turbide, Edouard Tur-

## Government Notice

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1906, incorporating Messrs. Esioff L. Patenaude, advocate, Odilon Lemire, merchant, Charles B. Tylee, accountant, J. Noel Decarie and J. E. Emile Léonard, advocates, all of the city of Montreal, for the following purposes, namely : to fabricate, manufacture shoes, as well as any thing relating to the shoe industry ;

To buy, sell and deal in hides and leather, in all their forms, and to make any articles of leather, as well as any other articles which the company may think proper to make in the interest of its commerce ;

To manufacture and sell machines, stamps and lasts used in the leather business and others ;

To buy and pay in paid up shares of the said company, the movable effects and real estate, the assets and custom of the commercial form actually doing business at Sainte Rose, in the county of Laval, by the name of "Montreal Box Toe Co." ;

To do anything necessary for the business of the said company, by the name of "Montreal Box Toe Co.", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business in the province is at Sainte Rose, in the county of Laval.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twelfth day of September, 1906.

JOS. DUMONT,

3126 Acting Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the statute 3rd, Edward VII, ch. 45, letters patent have been issued under the great Seal at the province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1906, incorporating by the name of "The South Beach Fishermen's Bait Association", Messrs. Camille Delaney, customs officer, of House Harbor, Pelson Richard, Alcide Boudreau, Baptiste Chiasson, Placide Chiasson, Arsène Leblanc, Bruno Thériault, Wm. Thériault, Wm. Chivarie, Gilbert Boudreau, Léger Cormier, Timothe Boudreau, Abner Mason, Martin Turbide, Pierre H. Poirier, Vital Loiseau, Azade Turbide and Anathas Poirier, fishermen, of House Harbor, Daniel Boudreau, Joachim Chiasson, Fidèle Arseneau, Adéard Turbide, Edouard Poirier, Arsène J. Poirier, Jean Boudreau, Romuald Thériault, Fidele V. Arseneau, William Paquet, fishermen, of South Beach, P. P. Delaney, physician, John Quinn, engineer, of House Harbor, Gilbert Bouchard, Sylvio Turbide, François Cyr, Emmanuel Poirier, Augustin Boudreau, Camille Arseneau, John D. Arseneau, Gragoire Thériault, Charles Arseneau, Vilbon Arseneau, Philippe Arseneau, David Turbide, John Richard, fishermen, of House Harbor, François Chivarie, Louis Thériault, Isaac Chivarie, Isidore Boudreau, Ambroise Boudreau, Ananie Thériault, Wilfrid Thériault, Duguay Thériault, Prosper J. Turbide, Cyrice Poirier, Prosper J. Turbide, Cyrice Poirier, Amilen Chivarie, Honoré Arseneau, Wm. V. Arseneau, Alcide Cyr, Isaac Arseneau, Daniel Richard, Grégoire Chivarie, Helier Boudreau,

bide, pêcheurs, de South Beach, Révd. J. S. Turbide, prêtre, de House Harbor, J. Ariste Delaney et Dolor Delaney, marchands, de House Harbor.

Le siège principal des affaires est à South Beach, dans le comté de Gaspé.

L. RODOLPHE ROY,  
3135 Secrétaire de la Province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été érites sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du quatorzième jour de septembre 1906, incorporant MM. George Azarie Binet, marchand, Thomas Crockett, commerçant de bois, Samuel Charles Riou, avocat, Octave Laurin, industriel, Joseph Onésime Girard, marchand, Félix Emile Gilbert, médecin, Joseph Viel, marchand, Emile Dubé, marchand, Napoléon Dion, marchand, George St. Pierre, marchand, tous de la ville de Fraserville, pour les fins suivantes, savoir : acheter, vendre, louer ou échanger des limites ou terres à bois, des propriétés foncières, d'acheter, vendre, louer ou échanger, de construire, outiller et exploiter une ou des manufactures de chaises, un ou des moulins à scier et à préparer le bois ; d'acheter, vendre, louer, construire et exploiter des quais, chaussés, estacades, glissoires, pour les fins de son commerce ; d'acheter, vendre et faire le commerce de chaises ; d'acheter, louer un ou des magasins et d'y faire le commerce de marchandises, en un mot de fabriquer et faire tout ce qui sera nécessaire pour atteindre les fins ci-dessus mentionnées, sous le nom de "La Compagnie de Chaises de Fraserville", "The Fraserville Chair Co", avec un fond social de cinquante mille piastres (\$50,000 00), divisé en deux mille (2,000) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune. Les actions sont payables par versements dont quatre de 20% payables le premier trente jours après l'organisation de la compagnie, les trois autres de trois mois en trois mois, et la balance divisée en deux versements de 10% chacun, suivant les appels qui seront faits.

La principale place d'affaires de la corporation est dans la ville de Fraserville.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-septième jour de septembre 1906.

JOS. DUMONT,  
3133 Sous secrétaire de la province en office.

Avis public est par les présentes donné que les cercles agricoles ci-après mentionnés ayant transmis au ministère de l'agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences des statuts 56 Victoria, chapitre XX, et 59 Victoria, chapitre XXI, le soussigné autorise la formation de ces cercles, qui sont par les présentes, constitués en corporations :

Dans le comté de Vaudreuil, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil."

Dans le comté de Labelle, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la Mission de la Présentation."

JULES ALLARD,  
Ministre de l'Agriculture.  
Québec, 18 septembre 1906. 3153

No 2550.06.  
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Claire, dans le comté de Dorchester, les terres et terrains ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Claire, les numéros 490 et suivants jusqu'à 497 inclusivement, et les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Marguerite, dans le même comté.

Désiré P. Turbide, Edouard Turbide, fishermen, of South Beach, Revd. J. S. Turbide, priest, of House Harbor, J. Ariste Delaney and Dolor Delaney, merchants, of House Harbor.

Its chief place of business will be at "South Beach" in the county of Gaspé.

L. RODOLPHE ROY,  
3136 Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September 1906, incorporating Messrs. George Azarie Binet, merchant, Thomas Crockett, lumber merchant, Samuel Charles Riou, advocate, Octave Laurin, manufacturer, Joseph Onésime Girard, merchant, Félix Emile Gilbert, physician, Joseph Viel, merchant, Emile Dubé, merchant, Napoléon Dion, merchant, George St. Pierre, merchant, all of the town of Fraserville, for the following purposes, namely : to buy, sell, lease or exchange timber limits or timber lands of real estate ; to buy, sell, lease or exchange build, equip, and operate one or more chair factories, one or more saw mills, and to prepare wood ; to buy, sell, lease, build and utilize wharves, booms, slides for the purposes of its business ; to buy, sell and deal in chairs ; to buy or lease one or more stores and sell merchandize therein ; in a word, to fabricate and make all that may be necessary to attain the above named ends, by the name of "La Compagnie de Chaises de Fraserville", "The Fraserville Chair Co", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into two thousand (2000) shares of twenty five dollars (\$25.00) each. The shares will be payable by instalments, four of them 20% payable in the first thirty days after the organization of the company ; the three others, from three months to three months, and the balance divided into two instalments of 10% each, as the calls will be made.

The chief place of business in the province, is at the town of Fraserville.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this seventeenth day of September, 1906

JOS. DUMONT,  
3134 Acting Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that the farmers' clubs hereinafter mentioned having transmitted to the department of agriculture the declarations required by law, and having complied with all the provisions of the statutes 56 Victoria, chapter XX, and 59 Victoria, chapter XXI, the undersigned authorizes the formation of these clubs, which are hereby constituted as corporations :

In the county of Vaudreuil, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Saint Michel de Vaudreuil."

In the county of Labelle, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the Mission of the Presentation."

JULES ALLARD,  
Minister of Agriculture.  
Quebec, 18th September, 1906. 3154

No. 2550.06.  
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte Claire, county of Dorchester, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Sainte Claire, the numbers 490 and following to 497 inclusively, and to annex them to the school municipality of Saint Margare, in the same county.

\* Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le premier juillet prochain, 1907. 3059-2

## AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesures de bois de la province de Québec se réunira au bureau des Terres de la Couronne, à Trois-Rivières, P. Q., le 24 septembre 1906 et jours suivants, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres et Forêts.

2859-5

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux

This annexation, if it is authorized, shall take effect only on the first of July next, 1907. 3060

## NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at the Crown Lands Office, at Three Rivers, P. Q., on the 24th September, 1906 and following days, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining licence as lumber culler.

E. E. TACHÉ,

Deputy Minister.

Department of Lands and Forests.

2860

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately

cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amendement telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,  
G. C. L.

2483

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la

after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,  
C. L. C.

2484

## LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Appli-

demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spécial et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés

and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the

entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative

2485

### Demande à la Législature

Avis est par le présent donné que la "Quebec & Saguenay Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte amendement sa charte, 5 Édouard VII, chapitre 55, se rattachant, entre autres choses, à la composition du bureau des directeurs; l'augmentation du fonds social de la compagnie; pouvoir d'emprunts et émission de débetures; le montant des débetures à être émis par mille de chemin de fer, pour l'émission de fonds et autres fins.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,  
Avocats des requérants.

Montréal, 15 septembre 1906.

3149

hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt in the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

2486

### Application to the Legislature

Notice is hereby given that the "Quebec & Saguenay Railway Company" will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to amend its charter, 5 Edward VII, chapter 55, respecting amongst other things the composition of the board of directors; the increase of capital stock of the company; borrowing powers and issuing of bonds; the amount of bonds to be issued per mile of railroad and respecting the issue of stock and for other purposes.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,  
Attorneys for applicants.

Montreal, 15th September, 1906.

3150

## Avis Divers

## PROVINCE DE QUEBEC.

Municipalité de comté de la seconde division du comté du Lac Saint-Jean.

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Israël Dumais, secrétaire-trésorier du conseil municipal de la municipalité susdite, que le conseil de cette municipalité, à une session générale tenue le treizième jour de juin dernier (1906), a passé les résolutions suivantes :

Attendu que le territoire, non organisé, formant les cantons Malherbe et Crespieul, situé dans le comté du Lac Saint-Jean, ne contient pas la population voulue pour qu'il soit organisé en municipalité ;

Attendu que pour la meilleure administration des affaires municipales et pour le plus grand avantage des colons qui habitent ce territoire, il devient nécessaire à ce que ce territoire soit annexé à la municipalité de Saint-Thomas d'Aquin, étant la plus voisine d'icelui.

En conséquence, il a été proposé par M. Thomas Belley, maire, secondé par M. Léon Côté, maire :

Qu'il soit ordonné et statué par ce conseil, que le territoire compris dans les cantons Malherbe et Crespieul soit annexé à la municipalité de Saint-Thomas d'Aquin pour les fins municipales, et la dite motion ayant été mise aux voix, a été adoptée sur la division suivante de six pour et trois contre, comme suit, savoir :

Pour : les maires Thomas Belley, Léon Côté, Alfred Boily, Arthur Roy, George Guénard, George Nadeau, (6).

Contre : les maires Adélarde Plourde, Julius Bergeron et Emile Gagnon, (3).

La dite motion a été déclarée adoptée.

Attendu que la partie sud-est et sud-ouest du canton Dalmas, non comprise dans la municipalité de Saint-Amédée, n'est pas encore organisée, et ne contient pas une population suffisante pour qu'il y soit formé une municipalité distincte ;

Attendu que pour la meilleure administration des affaires municipales et pour le plus grand avantage des colons qui habitent ce territoire, il devient nécessaire à ce que ce territoire soit annexé à la dite municipalité de Saint-Amédée, étant la plus voisine ;

En conséquence, il a été proposé par M. Thomas Belley, maire, secondé par M. Léon Côté, maire :

Qu'il soit ordonné et statué par ce conseil : que la partie sud-est et sud-ouest, ou résidu, du canton Dalmas, non comprise dans la municipalité de Saint-Amédée, soit annexée à la dite municipalité de Saint-Amédée pour les fins municipales, et la dite motion ayant été mise aux voix a été adoptée sur la division suivante, de sept pour et deux contre, comme suit, savoir :

Pour : les maires Thomas Belley, Léon Côté, Alfred Boily, Arthur Roy, George Guénard, George Nadeau et Emile Gagnon, (sept).

Contre : les maires Adélarde Plourde et Julius Bergeron, (deux). La dite motion a été déclarée adoptée.

Lesquelles résolutions ont été approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil, suivant avis reçu au bureau du dit conseil, le douzième jour de septembre mil neuf cent six.

Donné à Roberval, ce quinzième jour du mois de septembre mil neuf cent six.

(Signé). IS. DUMAIS,

Secrétaire-trésorier du conseil municipal de comté de la seconde division du comté du Lac Saint-Jean.

(Vraie copie), IS. DUMAIS,

3127 Sec.-Trés. C. M. Cté 2e Div. Cty L. S. J.

## Miscellaneous Notices

## PROVINCE OF QUEBEC.

County municipality of the second division of the county of Lake Saint John.

Public notice is hereby given, by the undersigned, Israël Dumais, secretary-treasurer of the municipal council of the municipality aforesaid, that the council of that municipality, at a general meeting held on the thirteenth day of June last (1906), passed the following resolutions :

Whereas the unorganized territory forming the townships of Malherbe and Crespieul, situated in the county of Lake Saint John, does not contain the population required that it may be organized into a municipality.

Whereas for the better administration of the municipal affairs and for the greater advantage of the inhabitants dwelling in this territory, it becomes necessary that this territory be annexed to the municipality of Saint Thomas of Aquin, being the nearest thereto.

Accordingly, it was proposed by Mr. Thomas Belley, mayor, seconded by Mr. Léon Côté, mayor :

That it be ordered by this council, that the territory not comprised in the townships Malherbe and Crespieul be annexed to the municipality of Saint Thomas of Aquin, for municipal purposes, and the said motion having been put to a vote, was passed on the following division of six for and three against, namely :

For : the mayors Thomas Belley, Léon Côté, Alfred Boily, Arthur Roy, George Guenard, George Nadeau, (6).

Against : the mayors Adélarde Plourde, Julius Bergeron and Emile Gagnon (3).

The said motion was declared carried.

Whereas the south east and south west part of the township Dalmas, not comprised in the municipality of Saint Amédée, is not yet organized, and does not contain the population required that it may be organized into a distinct municipality.

Whereas for the better administration of the municipal affairs and for the greater advantage of the inhabitants dwelling in this territory, it becomes necessary that this territory be annexed to the said municipality of Saint Amédée, being the nearest thereto.

Accordingly, it was proposed by Mr. Thomas Belley, mayor, seconded by Mr. Léon Côté, mayor :

That it be ordered and decreed by this council : that the south east and south west part, or residue, of the township Dalmas, not comprised in the municipality of Saint Amédée, be annexed to the said municipality of Saint Amédée for municipal purposes, and the said motion having been put to a vote, was passed on the following division of seven for, and two against, namely :

For : the mayors Thomas Belley, Léon Côté, Alfred Boily, Arthur Roy, George Guenard, George Nadeau and Emile Gagnon, (seven).

Against : the mayors Adélarde Plourde and Julius Bergeron, (two). The said motion was declared carried.

Which said resolutions were approved by the Lieutenant Governor in Council, according to notice received at the office of the said council, on the twelfth day of September, one thousand nine hundred and six.

Given at Roberval, this fifteenth day of the month of September, one thousand nine hundred and six.

(Signed). IS. DUMAIS,

Secretary treasurer of the county council of the second division of the county of Lake Saint John.

(True copy). IS. DUMAIS,

3128 Sec. Treas. M. C. 2nd Div. Cty L. St. J.

Avia est par le présent donné qu'à une assemblée des actionnaires de la "Montreal Exposition Company", tenue le 16 d'août mil neuf cent six, une résolution a été passée suivant la loi, décidant de dissoudre la compagnie, la liquidation volontaire de ses affaires et la distribution de son actif, et que les soussignés ont été nommés liquidateurs pour les fins susdites.

PAUL GALIBERT, PETER LYALL,  
GEORGE W. SADLER, HECTOR PREVOST,  
WILLIAM EWING, THOS. GAUTHIER,  
J. C. STEVENSON, T. H. TRENHOLME.  
Montréal, 16 août 1906. 3151

Province de Québec, }  
District de Joliette, } *Cour Supérieure.*

Dame Horastine Lippé, épouse commune en biens de Joseph Saint Georges, charron, de la paroisse de Saint Jean de Matha, dans le district de Joliette, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

TELLIER & LADOUCEUR,  
Avocats et procureurs de la demanderesse.  
Joliette, 17 septembre 1906. 3155

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
Dame Agnes Thibeau, des cité et district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Ovide Baril, son époux, du même lieu, journalier, Défendeur.

Une action en séparation de biens et de corps a été intentée, ce jour, entre les parties.

WALSH & WALSH,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 22 juillet 1906. 3181

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières, }  
Dame Luce Lafrenière, a, le 15 septembre courant, intenté à la cour supérieure pour ce district, une action en séparation de biens à son mari, Edouard Vermette, commerçant, de la paroisse de Saint Justin.

LS. D. PAQUIN,  
Procureur de Dame Lafrenière.  
Trois-Rivières, 19 septembre 1906. 3179

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
No 2192.

Dame Rosilda Lussier, épouse de Joseph Napoléon Azarie Brodeur, des cité et district de Montréal, entrepreneur, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 19 septembre 1906. 3169

Province de Québec, }  
District de Québec, } *Cour Supérieure.*  
No 1043.

Dame Hélène Bergeron, résidant en la cité de Québec, épouse commune en biens du dit Eugène Croteau, dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse ;

vs

Le dit Eugène Croteau, ci-devant de la paroisse de Saint-Apollinaire, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quinzième jour du mois d'août mil neuf cent six.

DROUIN, PELLETIER, BAILLARGEON  
& ST. LAURENT,  
Procureurs de la Demanderesse.  
Québec, 5 septembre 1906. 3023.3

Notice is hereby given that at a meeting of the shareholders of the Montreal Exposition Company, held on the 16th of August, nineteen hundred and six, a resolution has been passed according to law, deciding to dissolve the company, to wind up its affairs voluntarily and distribute its assets, and that the undersigned have been appointed liquidators for the purposes aforesaid.

PAUL GALIBERT, PETER LYALL,  
GEORGE W. SADLER, HECTOR PREVOST,  
WILLIAM EWING, THOMAS GAUTHIER,  
J. C. STEVENSON, T. H. TRENHOLME.  
Montreal, 16th August, 1906. 3152

Province of Quebec, }  
District of Joliette, } *Superior Court.*

Dame Horastine Lippé, wife common as to property of Joseph Saint Georges, cartwright, of the parish of Saint Jean de Matha, in the district of Joliette, and duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

TELLIER & LADOUCEUR,  
Advocates and attorneys for plaintiff.  
Joliette, 17th September, 1906. 3155

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
Dame Agnes Thibeau, of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs

Ovide Baril, her husband, of the same place, laborer, Defendant.

An action for separation as to property and as to bed and board has been, this day, instituted between the parties.

WALSH & WALSH,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 22nd July, 1906. 3182

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers, }  
Dame Luce Lafrenière, has, the 15th September instant, instituted before the superior court for this district, an action for separation of property against her husband, Edouard Vermette, trader, of the parish of Saint Justin.

LS. D. PAQUIN,  
Attorney for plaintiff.  
Three Rivers, 19th September, 1906. 3180

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 2192.

Dame Rosilda Lussier, wife of Joseph Napoléon Azarie Brodeur, of the city and district of Montreal, contractor, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 19th September, 1906. 3170

Province of Quebec, }  
District of Quebec, } *Superior Court.*  
No. 1043.

Dame Helene Bergeron, residing in the city of Quebec, wife common as to property of the said Eugene Croteau, duly authorized to appear in judicial proceedings. Plaintiff ;

vs

The said Eugene Croteau, formerly of the parish of Saint Apollinaire, and now of parts unknown, Defendant.

A suit for separation as to property has been brought in this cause, on the fifteenth day of August, one thousand nine hundred and six.

DROUIN, PELLETIER, BAILLARGEON  
& ST. LAURENT,  
Attorneys for plaintiff.  
Quebec, 5th September 1906. 3024.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2407.  
 Dame Laura Surprenant, de la cité et du district de  
 Montréal, épouse commune en biens de Apollinaire  
 Breton, tailleur, du même lieu, dûment au-  
 torisée à ester en justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Apollinaire Breton, tailleur, de la cité et du dis-  
 trict de Montréal, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée,  
 ce jour, contre le défendeur.  
 NORMANDIN & SIMON,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 11 septembre 1906. 3075-2

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Victoria Dampousse, épouse de Alexandre  
 Carbonneau, marchand, de la paroisse de Saint-  
 Alexis des Monts, dûment autorisée à ester en  
 justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Alexandre Carbonneau, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée,  
 en cette cause, ce jour, contre le défendeur.  
 BLONDIN & DESY,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Trois-Rivières, 11 septembre 1906. 3081-2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 1285.  
 Dame Mary Anne Robertson Ramsay, de Mont-  
 réal, épouse commune en biens de Hyacinthe  
 Maurice Barcelo, épiciier, du même lieu, dûment  
 autorisée à ester en justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Hyacinthe Maurice Barcelo, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,  
 instituée dans cette cause.  
 GILMAN & BOYD,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 13 septembre 1906. 3111-2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1193.  
 Dame Rachel Cohen, épouse commune en biens de  
 Hiram W. Freedman, des cité et district de  
 Montréal, marchand, dûment autorisée à ester en  
 justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Hiram W. Freedman, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée,  
 ce jour, contre le défendeur.  
 JACOBS & GARNEAU,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 22 août 1906. 2921.5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2693.  
 Dame Ludvine Poulin, du village de Verdun,  
 district de Montréal, épouse commune en biens de  
 Thimothée Martel, commerçant, du même lieu,  
 dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour,  
 institué une action en séparation de biens contre son  
 dit époux.

LAURENDEAU, PELLETIER,  
 PELLETIER & GARAND,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 15 août 1906. 2925.5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2687.  
 Dame Poméla Labelle, de la cité et du district de  
 Montréal, épouse commune en biens de Gédéon  
 Bourgouin, menuisier, du même lieu, dûment auto-

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2407.  
 Dame Laura Surprenant, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property of Apolli-  
 naire Breton, tailor, of the same place, duly  
 authorized to ester en justice, Plaintiff ;  
 vs  
 Apollinaire Breton, tailor, of the city and district of  
 Montreal, Défendant.  
 An action for separation as to property has, this  
 day, been instituted against the defendant.  
 NORMANDIN & SIMON,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 11th September, 1906. 3076

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers, } *Superior Court*  
 Dame Victoria Dampousse, wife of Alexandre Car-  
 bonneau, dealer, of the parish of Saint Alexis des  
 Monts, duly authorised to ester en justice, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Alexandre Carbonneau, of the same place,  
 Défendant.  
 An action for separation as to property has, this  
 day, been instituted against the defendant.  
 BLONDIN & DESY,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Three-Rivers, 11th September, 1906. 3082

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No 1285.  
 Dame Mary Anne Robertson Ramsay, of Montreal,  
 wife common as to property of Hyacinthe Mau-  
 rice Barcelo, grocer, of the same place, duly  
 authorized to ester en justice, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Hyacinthe Maurice Barcelo, Défendant.  
 An action for separation as to property has been,  
 this day, instituted in this case.  
 GILMAN & BOYD,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 13th September, 1906. 3112

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 No. 1193.  
 Dame Rachel Cohen, wife common as to property  
 of Hiram W. Freedman, of the city and district  
 of Montreal, merchant, duly authorized to ester  
 en justice, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Hiram W. Freedman, Défendant.  
 An action for separation as to property has, this  
 day, been instituted against defendant.  
 JACOBS & GARNEAU,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 22nd August, 1906. 2922

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2693.  
 Dame Ludvine Poulin, of the village of Verdun,  
 district of Montreal, wife common as to property with  
 Thimothée Martel, of the same place, trader, duly  
 authorized to ester en justice, has, this day, instituted  
 an action for separation as to property against her  
 husband.

LAURENDEAU, PELLETIER,  
 PELLETIER & GARAND,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 15th August, 1906. 2926

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2687.  
 Dame Poméla Labelle, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property with Gédéon  
 Bourgouin, carpenter, of the same place, duly

risée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

LAURENDEAU, PELLETIER,  
PELLETIER & GARAND,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 août 1906. 2923-5

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
No. 98.

Dame Délia Dubreuil, de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, district de Saint-Hyacinthe, dûment autorisée, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Louis Lacaille, cultivateur, du même endroit.

LUSSIER, GENDRON & ROY,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 17 août 1906. 2943-5

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Beauce. }  
No. 159.

Anna Audet, épouse commune en biens de Joseph Côté, commerçant, de Saint Hubert de Spaulding, dans le district de Beauce,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Côté, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

TALBOT & GODBOUT,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 14 mai 1906. 2945-5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1786.

Dame Marguerite Brunet, épouse de Vincent Plante, marchand tailleur, de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son mari.

C. A. PARISEAULT,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 24 août 1906. 3031-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 313.

Dame Frieda Pearl Kanyuk, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Zachariah Gross, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,

vs

Le dit Zachariah Gross, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

H. A. HUTCHINS,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 25 août 1906. 2953-4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2732.

Dame Virginie Mathurin, épouse de Alphonse Terriault, plombier, des cité et district de Montréal, a institué une action en séparation de biens contre son mari.

C. A. PARISEAULT,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 24 août 1906. 3029-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 997.

Dame Helen Pye a intenté, ce jour, une demande en séparation de biens d'avec son mari, Charles Havelock Taylor, de la cité de Montréal, district de Montréal.

MURPHY & ROY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 6 juillet 1906. 2893-5

authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LAURENDEAU, PELLETIER,  
PELLETIER & GARAND,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th August, 1906. 2924

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
No. 98.

Dame Delia Dubreuil, of the parish of Saint Paul d'Abbotsford, district of Saint-Hyacinth, duly authorised, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Louis Lacaille, farmer, of the same place.

LUSSIER, GENDRON & ROY,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 17th August, 1906. 2944

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Beauce. }  
No. 159.

Anna Audet, wife common as to property of Joseph Côté, trader, of Saint Hubert de Spaulding, in the district of Beauce,

Plaintiff ;

vs

The said Joseph Côté, Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

TALBOT & GODBOUT,

Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 14th May, 1906. 2946

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1786.

Dame Marguerite Brunet, wife of Vincent Plante, merchant tailor, of Montreal, has instituted an action for separation as to property against her husband.

C. A. PARISEAULT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 24th August, 1906. 3032

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 313.

Dame Frieda Pearl Kanyuk, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Zachariah Gross, of the same place, and duly authorized to ester en justice,

vs

The said Zachariah Gross, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against the defendant.

H. A. HUTCHINS,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 25th August, 1906. 2954

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2732.

Dame Virginie Mathurin, wife of Alphonse Terriault, plumber, of Montreal, has instituted an action for separation as to property against her husband.

C. A. PARISEAULT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 24th August, 1906. 3030

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 997.

Dame Helen Pye has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Charles Havelock Taylor, of the city of Montreal, in the district of Montreal.

MURPHY & ROY,

Attorneys for plaintiff.

Montréal, 6th July, 1906. 2894

## AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant gouverneur de la province de Québec, pour un ordre en conseil, afin de confirmer un certain acte de vente en faveur des requérants ci-après nommés :

1° Tous les droits, titre et intérêt de Dame Eliza Ann Ruiter, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, veuve de feu Thomas Ruiter, (le deuxième) en son vivant du même lieu, cultivateur, maintenant décédé, dans et sur le lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix B (590 B), du plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Stanstead.

2° Partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-onze (partie du No 591), des dits plan et livre de renvoi du dit canton de Stanstead ; les dits deux morceaux de terre contenant en tout environ un acre de terre, plus ou moins ; les dits deux morceaux de terre étant bornés au sud par le chemin Mack's Mills, à l'est par le chemin Smith's Mills, au nord et à l'ouest par la terre de la dite Dame Thomas Ruiter ; 2° le dit acte de vente passé devant Chas. M. Thomas, notaire, le vingt-quatrième jour d'août mil neuf cent quatre, par la dite Dame Eliza Ann Ruiter aux dits requérants, comme une compagnie de cimetière, en vertu des dispositions de l'article 5253 des statuts révisés, dans le but d'établir un cimetière et d'incorporer les dits requérants en une compagnie de cimetière, connue comme "The Ruiter's Corner Cemetery Company", avec pouvoir de prendre les dits lots de terre et acquérir le terrain voisin, suivant qu'il sera nécessaire, le tout dans tous les cas ne devant jamais excéder vingt-cinq arpents et devant servir comme cimetière pour toujours.

Les noms et résidences au long des dits requérants sont comme suit, savoir : Charles Renselear Ruiter, Loren Lincoln Manning, David Gibb Field, Frederick Young, tous de Stanstead ; Clayton Foster Bayley, de Beebe Plain, dans l'état du Vermont, un des états-unis d'Amérique ; James Edward Richardson et Thomas Young, tous deux de Stanstead susdit.

CHAS. M. THOMAS,

Notaire public, pour les requérants.  
Stanstead, Qué., août 1906. 2901.4

## PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for an order in council, to confirm to and in favor of the hereinafter named applicants, a certain deed of sale of :

1. All the right, title and interest of Dame Eliza Ann Ruiter, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, widow of the late Thomas Ruiter, (the second) in his lifetime of the same place, farmer, now deceased, of, in, to and out of lot number five hundred and ninety B (590 B), of the official cadastral plan and book of reference of the said township of Stanstead.

2. Part of lot number five hundred and ninety one (part of No. 591), of said plan and book of reference of the said township of Stanstead ; the said two parcels of land containing in the aggregate about one acre of land, more or less ; bounded the said two pieces southerly by the Mack's Mills road, easterly by the Smith's Mills road, and northerly and westerly by the land of the said Mrs. Thomas Ruiter ; 2. Said deed of sale passed before Chas. M. Thomas, notary, on the twenty fourth day of August, one thousand nine hundred and four, by the said Dame Eliza Ann Ruiter to the said applicants, as a burying ground committee under the provisions of article 5253 of the revised statutes, for the purpose of a burying ground or cemetery, and to incorporate the said applicants into a burial society, known as "The Ruiter's Corner Cemetery Company", with power to take over said lots of land and to acquire such further land adjoining thereto, as may become necessary, the whole in any event never to exceed twenty five arpents and the same to be used as a cemetery forever.

The names and residences in full of the said applicants are as follows, viz : Charles Renselear Ruiter, Loren Lincoln Manning, David Gibb Field, Frederick Young, all of Stanstead ; Clayton Foster Bayley, of Beebe Plain, in the state of Vermont, one of the united states of America ; James Edward Richardson and Thomas Young, both of Stanstead aforesaid.

CHAS. M. THOMAS,

Notary public, for the applicants.  
Stanstead, Que., August, 1906. 2902

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District d'Ottawa, } Cour Supérieure.  
No 1602.

Dans l'affaire de Lorenzo R. Larose, de la cité de Hull, district d'Ottawa, épicier,  
Débiteur insolvable ;

et

Doué Daoust et Honoré Bélanger, tous deux du village d'Alfred, dans la province d'Ontario, et y faisant affaires comme marchands, sous les nom et raison sociale de Daoust & Bélanger,  
Créanciers requérant cessation.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Hull.

MAGLOIRE CARRIERE,

Gardien provisoire.  
Hull, 8 septembre 1906. 3147

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } Cour Supérieure.  
In re Victoriaville Furn. Co., Demanderesse ;

E. Donat Descoteaux, marchand de meubles, de Trois-Rivières, Q., Défendeur.

Avis est par le présent donné que, par ordre de cette cour, le dix-neuvième jour de septembre 1906, j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur,

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } Superior Court  
No. 1602.

In the matter of Lorenzo R. Larose, of the city of Hull, district of Ottawa, grocer,  
Insolvent debtor ;

and

Doué Daoust and Honoré Bélanger, both of the village of Alfred, in the province of Ontario, and there doing business as merchants, under the name and style of Daoust & Bélanger,  
Creditors petitioners.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court, at Hull.

MAGLOIRE CARRIERE,

Provisional guardian.  
Hull, 8th September, 1906. 3148

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } Superior Court.  
In re : Victoriaville Furn Co., Plaintiff ;

E. Donat Descoteaux, furniture dealer, of Three Rivers, Q., Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court, on the nineteenth day of September, 1906, I was appointed curator to the property of above named,

qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours pour être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
Montréal, 19 septembre 1906. 3187

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* F. Blouin, Demandeur ;

vs

Louis Langelier *et al.*, Défendeurs.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le treizième jour de septembre courant, j'ai été nommé curateur aux biens des dits défendeurs, qui ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours, pour être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
Montréal, 13 septembre 1906. 3189

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Frank McCorry, restaurateur, de la cité de Montréal, Failli ;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le huitième jour d'octobre 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
Montréal, 19 septembre 1906. 3185

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* "The Imperial Light, Heat and Power Co." En liquidation ;

et

Alexandre Desmarteau, Liquidateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le neuvième jour d'octobre 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
Montréal, 19 septembre 1906. 3183

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Empire Shoe Co., Montréal, Faillie.

Avis est par les présentes donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10e jour d'octobre 1906, après laquelle date les dividendes seront payables aux bureaux des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRID MICHAUD,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,  
205, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 22 septembre 1906. 3177

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure*  
District de Montréal. }  
No 118.

Dans l'affaire de La Société de Crédit Hebdomadaire de Montréal, En liquidation

Avis est par le présent donné que, par jugement de l'honorable juge Robidoux, en date du 8 septembre 1906, j'ai été nommé liquidateur aux biens de la dite société.

who made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days to ensure their collocation for the dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.  
Montreal, 19th September, 1906. 3188

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* F. Blouin, Plaintiff ;

vs

Louis Langelier *et al.*, Defendants.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was, on the thirteenth day of September instant, appointed curator to the property of above named, who made a judicial abandonment for the benefit of their creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days, to be collocated for the dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.  
Montreal, 13th September, 1906. 3190

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
*In re* Frank McCorry, hotel keeper, of the city of Montreal, Insolvent ;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a second and last dividend sheet has been prepared, and will be payable at my office, on and after the eighth day of October, 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.  
Montreal, 19th September, 1906. 3186

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* The Imperial Light, Heat and Power Co., In liquidation ;

and

Alexandre Desmarteau, Liquidator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, and will be payable at my office, on and after the ninth day of October, 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.  
Montreal, 19th September, 1906. 3184

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Empire Shoe Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until 10th October, 1906, after which date dividends will be payable at the offices of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRID MICHAUD,  
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,  
205, Saint James street.  
Montreal, 22nd September, 1906. 3178

Canada, }  
Province of Québec, } *Superior Court.*  
District of Montréal. }  
No. 118

In the matter of "La Société de Crédit Hebdomadaire de Montréal", In liquidation.

Notice is hereby given that, by a judgment of the Honorable judge Robidoux, dated the 8th September, 1906, I was been appointed liquidator to the estate of the said firm.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont requises de les produire à mon bureau dans les trente jours de cet avis.

NAPOLEON ST AMOUR,  
Liquidateur.

11, Place d'Armes, Montréal.  
Montréal, 8 septembre 1906. 3143

*Cour Supérieure.—Quebec.*

No 216.

Edmond Maranda, marchand de bois, de Saint-Tite des Caps, Failli.

Avis est donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, district de Québec.

F. X. GIGUERE,  
Gardien provisoire.

Québec, 14 septembre 1906. 3197

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 109.

Dans l'affaire de Charles Gauthier, de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, par jugement de la cour, en date du 17 août 1906, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire dans les trente jours de cet avis.

NAPOLEON ST AMOUR,  
Curateur.

11, Place d'Armes.  
Montréal, 8 septembre 1906. 3141

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
*In re "The Montreal Jewelry Co.", Montréal,*  
Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 12e jour de septembre 1906, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens de la susdite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRID MICHAUD,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,  
205, rue Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, 17 septembre 1906. 3159

*District de Beauce.*

Re : Bernard Wittes, East Broughton, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8 octobre 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 19 septembre 1906. 3163

*District de Rimouski.*

Re : Levesque & Fils, Sainte Flavie Station, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 octobre 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 19 septembre 1906. 3165

All persons having claims against the said insolvent are required to file them within a delay of thirty days from this notice.

NAPOLEON ST. AMOUR,  
Liquidator.

11, Place d'Armes, Montreal.  
Montreal, 8th September, 1906. 3144

*Superior Court.—Quebec.*

No. 216.

Edmond Maranda, lumber trader, of Saint Tite des Caps, Insolvent.

Notice is given that the said insolvent has made, this day, an assignment of his estate for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, district of Quebec.

F. X. GIGUERE,  
Provisional guardian.

Quebec, 14th September, 1906. 3198

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 109.

In the matter of Charles Gauthier, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of the court, dated the 17th of August, 1906, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

All persons having claims against the said insolvent are required to file them within thirty days from this notice.

NAPOLEON ST-AMOUR,  
Curator.

11, Place d'Armes,  
Montreal, 8th September, 1906. 3142

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
*In re The Montreal Jewelry Co., Montréal,*  
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 12th day of September, 1906, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRID MICHAUD,  
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,  
205, Saint James street, Montreal.  
Montreal, 17th September, 1906. 3160

*District of Beauce.*

Re : Bernard Wittes, East Broughton, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 8th October, 1906, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 19th September, 1906. 3164

*District of Rimouski.*

Re : Levesque & Fils, Sainte Flavie Station, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 9th October, 1906, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 19th September, 1906. 3166

*District de Kamouraska.*

Philippe Rioux, de la ville de Fraserville, marchand, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs de feu J. Elzéar Rioux, en son vivant de Saint-Philippe de Nery, marchand.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 13 septembre 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 19 septembre 1906.

3167

*District of Kamouraska.*

Philippe Rioux, of the city of Fraserville, merchant, in his quality of tutor to the minor children of late J. Elzéar Rioux, in his lifetime of Saint-Philippe de Nery, merchant.

In virtue of an order of the court, dated 13th September, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Québec, 19th September, 1906.

3168

## Licitation

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 91.

## LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 15 août 1906, dans une cause dans laquelle Pauméla Boyer, épouse de Henri Coupal, barbier, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, sont Demandeurs; et Dame Marie-Louise Boyer, épouse de Arthur Gelineau, cultivateur, de la paroisse de Laprairie, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un lopin de terre situé à la Côte Saint-Ignace, autrement appelé Latortue, en la paroisse de Laprairie de la Madeleine, de la contenance de deux arpents de front sur sept arpents et demi de profondeur, le tout plus ou moins; tenant en front au chemin royal de la dite Côte Latortue, connu et désigné sous le No 595 (numéro cinq cent quatre-vingt-quinze), du cadastre de la paroisse de Laprairie de la Madeleine—avec les bâtisses sus-érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE prochain (1906), cour tenante, dans la salle d'audience (chambre 31), du palais de justice, de la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

LAMARRE & BRODEUR,  
Procureurs des demandeurs.

Montréal, 23 août 1906. 2959.2  
[Première publication, 1er septembre 1906.]

## Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

## Licitation

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 91.

## LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 15th August, 1906, in a cause in which Dame Poméla Boyer, wife of Henri Coupal, barber, of the city and district of Montreal, and the said Henri Coupal to authorize his wife, are Plaintiffs; and Marie Louise Boyer, wife of Arthur Gelineau, farmer, of the parish of Laprairie, and the said Arthur Gelineau to authorize his said wife, are Defendants, ordering the licitation of certain immovable described as follows, to wit :

A piece of land situate at the Côte Saint Ignace, otherwise called Latortue, in the parish of Laprairie de la Madeleine, containing two arpents in front by seven and a half in depth, more or less; fronting on the road of said Côte de Latortue, known and designated under the cadastral No. 595 (number five hundred and ninety five), of the cadastre of the parish of Laprairie de la Madeleine—with buildings thereon erected.

The immovable above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SECOND day of OCTOBER next (1906), sitting the court, in the court room (chamber 31), of the court house, in the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges and conditions of sale, deposited in the office of the protonotary of said court; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delay hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

LAMARRE & BRODEUR,  
Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 22nd August, 1906. 2960  
[First published, 1st September, 1906.]

## Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## MANDAT DES CURATEURS.

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } **I** N RE L. H. TURCOTTE,  
 No 196. } **I** failli, et A. RACINE  
 & JIE, requérants; et Chartrand & Turgeon,  
 curateurs conjoints.

(Conformément à l'art. 879 C. P. C.)

Un emplacement faisant partie du lot numéro deux, du dixième rang du canton d'Arthabaska, contenant cent pieds de profondeur sur cent quarante-cinq pieds de front sur le chemin, maintenant connu comme étant une subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-un, du cadastre officiel, dans la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, situé dans le village de la susdite paroisse, côté ouest du chemin public du dixième rang—avec une maison à deux étages et allonge en bois, et d'autres dépendances dessus construites, laquelle subdivision prenant en front au chemin, en arrière à Edouard Skelling, d'un côté à Alfred Tousignant, et de l'autre à Charles Tousignant.

A charge, par l'acquéreur de payer à Athanase Lavigne, de Saint-Norbert d'Arthabaska, une rente foncière annuelle de douze piastres, payable le premier jour de mai chaque année.

A distraire une partie du susdit terrain, quarante-sept pieds de front sur cent pieds de profondeur, vendue à Gustave Beaumier, à charge d'une rente de trois piastres par année, que l'acquéreur collectera du dit Gustave Beaumier; à charge de plus d'un droit de passage que le dit Gustave Beaumier possède, lequel droit consiste en un droit de passage à pied et en voiture conjointement avec le failli dans le passage entre le terrain du dit Gustave Beaumier et la maison du dit failli, L. H. Turcotte, et ce sur une profondeur de quarante pieds à partir du chemin.

L'acquéreur pourra retirer de Hector Allie, propriétaire d'un terrain voisin de celui vendu, une rente foncière annuelle de six piastres.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Norbert d'Arthabaska, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, 1906, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Arthabaska, 12 septembre 1906. 3145  
 [Première publication, 22 septembre 1906.]

## MANDAT DES CURATEURS.

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } **I** N RE J. A. ROY, Failli.  
 No 198. } **I** and THE STARK  
 HARDWARE Co., Réquérants, et Chartrand &  
 Turgeon, curateurs conjoints.

(Conformément à l'art. 879 C. P. C.)

1° Le lot officiel du cadastre étant le numéro quatorze (14), dans le cinquième rang du canton de Simpson, de la contenance de neuf acres sur la frontière et vingt-cinq acres de profondeur, plus ou moins, boisé.

2 Les lots officiels du cadastre étant les numéros dix-huit et dix-neuf (18 et 19), dans le cinquième rang du canton de Simpson, boisé—avec une bâtisse dessus construite.

3° Le lot officiel du cadastre numéro (1-15), dans le cinquième rang du canton de Simpson, situé dans le village de Saint-Cyrille, sur la rue Saint-David—avec deux maisons et autres bâtisses dessus construites, à distraire cette partie vendue à Emile Paquette. L'acheteur aura aussi le droit que le dit J. A. Roy avait contre les numéros 1-13, 1-14 aussi bien que contre Emile Paquette et Onésime Durand de retirer certaines rentes pour emplacements cédés par bail, à constituit.

4° Le lot officiel du cadastre étant partie du numéro zéro quatre-vingt-treize et zéro quatre-vingt-quatorze (093 et 094), du cinquième rang du canton de Wendover—avec magasin, logement et autres dépendances dessus construits.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille de Wendover, le QUA-

## CURATORS WRIT.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } **I** N RE L. H. TURCOTTE,  
 No 196. } **I** insolvent and A. RACINE  
 & CO., petitioners, and CHARTRAND & TUR-  
 GEON, joint curators.

(In conformity to art. 879 C. C. P.)

An emplacement forming part of lot number two, in the tenth range of the township of Arthabaska, containing one hundred feet in depth by one hundred and forty five feet in front on this highway, now known as being a subdivision of lot number three hundred and eighty one, of official cadastre, for the parish of Saint Norbert of Arthabaska, in the village of the said parish, on west side of the tenth range highway—with a two story dwelling house, with a wooden adjunct and other dependencies thereon erected, which said subdivision starting from said highway, adjoining in the rear to Edmond Skelling, on one side to Alfred Tousignant, and on the other to Charles Tousignant.

Subject to the payment by the purchaser of an annual rent of twelve dollars, payable to Athanase Lavigne, of Saint Norbert of Arthabaska, on the first day of May every year.

Reserving a part of said piece of land measuring forty seven feet in front by one hundred feet in depth, sold to Gustave Beaumier, subject to an annual rent of three dollars, which the purchaser can collect of said Gustave Beaumier; subject also to a right of way in favor of said Gustave Beaumier, which right consist in a right of way on foot and in vehicle jointly with the insolvent in the passage between the property of the said Gustave Beaumier and the house of said insolvent, L. H. Turcotte, on a depth of forty feet from said highway.

The purchaser may also collect from Hector Allie, proprietor of a piece of land adjoining the above emplacement, an annual rent of six dollars.

To be sold at the parochial church door of Saint Norbert of Arthabaska, on the TWENTY THIRD day of OCTOBER next, 1906, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Arthabaska, 12th September, 1906. 3146  
 [First published, 22nd September, 1906.]

## CURATORS WRIT.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } **I** N RE J. A. ROY, insolvent,  
 No 198. } **I** and THE STARK HARD-  
 WARE Co., Petitioners, and Chartrand & Tur-  
 geon, joint curators.

(In conformity to art. 879 C. C. P.)

1. Official lot number fourteen (14), of cadastre for the fifth range of the township of Simpson, containing nine acres fronterly by twenty five acres in depth, more or less, timber lot.

2. Lots numbers eighteen and nineteen (18 and 19), of official cadastre, in the fifth range of the township of Simpson, timber lot—with a building thereon erected.

3. Lot number one-fifteen (1-15), of the official cadastre, in the fifth range of the township of Simpson, situate in the village of Saint Cyrille, on Saint David street—with two houses and other buildings thereon erected, to be withdrawn that part sold to Emile Paquette. The buyer will have also the right which had the said J. A. Roy against lots Nos 1-13, 1-14, as well as against Emile Paquette and Onésime Durand to collect certain rents for emplacements lot on constitution lease.

4. Lot being part of numbers 093 and 094, of official cadastre, in the fifth range of the township of Wendover—with a store, dwelling house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille of Wendover, on the FOURTH day of

TRIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1906, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 29 août 1906. 2999.2  
[Première publication, 1er septembre 1906.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **ERNEST E. LEGENDRE**,  
No 483. } Demandeur ; vs **JOSEPH BERGERON**, Défendeur.

Le lot numéro dix (10), du cadastre officiel pour le septième rang du canton d'Aylmer, comté de Beauce—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Martine de Courcelles, le **TROISIEME** jour d'OCTOBRE prochain (1906), à **DIX** heures du matin.

**JOS. POIRIER**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village Saint-Joseph, Beauce, 28 août 1906. 2965.2  
[Première publication, 1er septembre 1906.]

### Ventes par le Shérif—Joliette

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **MAURICE GAGNON**, de  
No 3951. } la paroisse de Sainte Anne  
des Plaines, Demandeur ; contre **M. ONESIME LEPAGE**, du même lieu, Défendeur.

Un moulin à scier et manufacturer le bois, situé en la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, district de Joliette, mais seulement la bâtisse du dit moulin et son contenu, sans le terrain où il est situé et construit, le dit moulin situé sur les lots numéros sept cent soixante et trois et sept cent soixante et six (763 et 766), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Henri de Mascouche—avec les bâtisses construites sur les dits lots Nos 763 et 766.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, le **DEUXIEME** jour du mois d'OCTOBRE prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**A. M. RIVARD**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 27 août 1906. 2957.2  
[Première publication, 1er septembre 1906.]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

OCTOBER next, 1906, at **NINE** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.  
Arthabaska, 29th August, 1906. 3000  
[First published, 1st September, 1906.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **ERNEST E. LEGENDRE**,  
No. 483. } Plaintiff ; vs. **JOSEPH BERGERON**, Defendant.

The lot number ten (10), of the official cadastre for the seventh range of the township of Aylmer, in the county of Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Martine de Courcelles, on the **THIRD** day of **OCTOBER** next (1906), at **TEN** of the clock in the forenoon.

**JOS. POIRIER**

Sheriff's Office, Shérif.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 28th August, 1906. 2966  
[First published, 1st September, 1906.]

### Sheriff's Sales—Joliette

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Joliette.*

Joliette, to wit : } **MAURICE GAGNON**, of the  
No. 3951. } parish of Sainte Anne des  
Plaines, Plaintiff ; against **M. ONESIME LEPAGE**, of the same place, Defendant.

A mill for the sawing and manufacturing of wood, situated in the parish of Saint Henri de Mascouche, district of Joliette, but only the mill building and its contents, without the land on which it is situated and built, the said mill being on lots numbers seven hundred and sixty three and seven hundred and sixty six (763 and 766), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Henri de Mascouche—with the buildings erected on the said lots Nos. 763 and 766.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Mascouche, on the **SECOND** day of the month of **OCTOBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

**A. M. RIVARD**,

Sheriff's Office, Shérif.  
Joliette, 27th August, 1906. 2958  
[First published, 1st September, 1906.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } LE SYNDICAT DE  
No 4697. } FRASERVILLE, De-  
mandeur ; contre FRANÇOIS DRAPEAU, de la  
ville de Fraserville, Défendeur, à savoir :

Un certain terrain ou emplacement situé en la ville de Fraserville, du côté nord-est de la rue Amyot, contenant cent pieds de front sur la dite rue, sur soixante et sept pieds de profondeur ; borné au sud-ouest à la dite rue Amyot, au nord-est à G. A. Binet, au sud à J. C. Pouliot, et au nord à la rue Saint-Thomas, faisant partie du lot numéro deux cent deux (202), du cadastre officiel de la dite ville de Fraserville—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A charge par l'acquéreur de payer à MM. Binet & Chamberland une rente de treize piastres et quarante centins, le premier d'octobre de chaque année.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Fraserville, MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

A. T. CHAMBERLAND,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Fraserville, 19 septembre 1906. 3205  
[Première publication, 22 septembre 1906.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOHN McMILLAN, du  
No 2043. } village de Rigaud, district  
de Montréal, et L. ADOLPHUS MONGE-  
NAIS, gérant, de la cité et du district de Montréal,  
en leur qualité de seuls exécuteurs et administra-  
teurs testamentaires de feu Jean-Baptiste Monge-  
nais, en son vivant bourgeois, du village de Rigaud,  
district de Montréal, Demandeurs ; contre les terres  
et tenements de ALEXANDRE GOULET, de  
Hawkesbury, dans la province d'Ontario, Défendeur.

1° Un lot de terre connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, dans le dit district, sous les numéros trois cent deux et trois cent trois (Nos 302 et 303), situé au sud de la Rivière à la Graisse, en la dite paroisse et district, contenant quatre-vingt-dix-neuf arpents en superficie, plus ou moins ; tenant devant à la dite rivière, derrière aux terres du Très Saint Rédempteur, d'un côté à Fabien Bédard ou ses représentants, et d'autre côté à Honoré Carrière—avec une maison, une grange et autres dépendances dessus érigées.

2° Un lot de terre de forme irrégulière, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte Madeleine de Rigaud, dans le dit district, sous le numéro trois cent seize (No 316), situé au sud de la Rivière à la Graisse, en la susdite paroisse et district, de la contenance de cent vingt arpents en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; tenant devant à la dite rivière, derrière aux terres du Très Saint Rédempteur, du côté ouest à la ligne provinciale, qui divise la province d'Ontario de la province de Québec, et du côté est à Honoré Séguin—avec une grange dessus construite.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, le

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } LE SYNDICAT DE FRA-  
No. 4697. } SERVILLE, Plaintiff ;  
against FRANÇOIS DRAPEAU, of the town of  
Fraserville, Defendant, to wit :

A certain lot or piece of land situate in the town of Fraserville, on the north east side of Amyot street, containing one hundred feet in front on the said street by sixty seven feet in depth ; bounded on the south west by the said Amyot street, on the north east by G. A. Binet, on the south by J. C. Pouliot, and on the north by Saint Thomas street, forming part of the lot number two hundred and two (No. 202), of the official cadastre of the said town of Fraserville—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge upon the purchaser of paying to Messrs. Binet & Chamberland a rent of thirteen dollars and forty cents, on the first of October of every year.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Fraserville, at TEN of the clock in the forenoon, on TUESDAY, the TWENTY THIRD day of OCTOBER next. Writ returnable according to law.

A. T. CHAMBERLAND,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Fraserville, 19th September, 1906. 3206  
[First published, 22nd September, 1906.]

## Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that certain dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOHN McMILLAN, of the  
No. 2043. } village of Rigaud, district  
of Montreal, and L. ADOLPHUS MONGE-  
NAIS, manager, of the city and district of Montreal,  
in their quality of sole testamentary executors and  
administrators to the late Jean Baptiste Mongenais,  
in his lifetime gentleman, of the village of Rigaud,  
district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands  
and tenements of ALEXANDRE GOULET, of  
Hawkesbury, in the province of Ontario, Defendant.

1. A lot of land known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, in the said district, as numbers three hundred and two and three hundred and three (Nos 302 and 303), situate to the south of the River à la Graisse, in the said parish and district, containing ninety nine arpents in area, more or less ; bounded in front by the said river, in rear by the lands of the Most Holy Redeemer, on one side by Fabien Bédard or his representatives, and on the other side by Honoré Carrière—with a house, a barn and other dependencies thereon erected.

2. A lot of land of irregular shape, known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Madeleine de Rigaud, in the said district, as number three hundred and sixteen (No. 316), situate to the south of the River à la Graisse, in the said parish and district, containing one hundred and twenty arpents in area, more or less, without warranty of precise measurement ; bounded in front by the said river, in rear by the lands of the Most Holy Redeemer, on the west side by the provincial line, which divides the province of Ontario from the province of Quebec, and on the east side by Honoré Séguin—with a barn thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, on the

VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 19 septembre 1906. 3171  
[Première publication, 22 septembre 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal à savoir : } **D**AME ROSE DE LIMA  
No 1653. } **B**EAUDIN, de la ville  
de Saint-Paul, district de Montréal, veuve de feu  
Moïse Desautels, en son vivant employé civil, du  
même lieu, Demanderesse; contre les terres et  
tenements de J. C. GAGNE, des cité et district  
de Montréal, en sa qualité de curateur à la succes-  
sion laissée vacante par la renonciation à la succes-  
sion de feu Moïse Desautels, en son vivant du même  
lieu, de Florina Desautels, de Shawinigan Falls,  
district de Trois Rivières, épouse séparée de biens  
de Arthur Denault, comptable, du même lieu, et de  
ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes;  
Médéric Desautels, commis, de la ville de Saint-  
Paul, district de Montréal, Amélia Desautels, fille  
majeure et usant de ses droits, de la dite ville de  
Saint-Paul, Médéric Desautels, entrepreneur, de la  
paroisse de Saint Vincent de Paul, district de Mont-  
réal, en sa qualité de tuteur à Emile Desautels,  
mineur, et à Alpha Desautels, mineur, pour servir  
en cette dite qualité à toutes fins que de droit,  
défendeurs prince pax. Le dit J. C. Gagné, défen-  
deur par reprise d'instance.

Saisi comme appartenant et en la possession du  
dit défendeur par reprise d'instance, J. C. Gagné  
es-qualité, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Henri,  
de la cité de Montréal; borné en front par la rue  
Turgeon, connu et désigné sur le plan et au livre de  
renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous le  
numéro deux mille cent trois (No 2103)—avec une  
maison en bois lambrissée en briques et autres  
bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTO-  
BRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 19 septembre 1906. 3175  
[Première publication, 22 septembre 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **S**ERAPHIN POITRAS,  
No 308. } **S** cultivateur, de la pa-  
roisse de l'Épiphanie, district de Joliette, Deman-  
deur; contre les terres et tenements de AUGUSTE  
MARTINEAU, de la cité et du district de Mont-  
réal. Défendeur.

1° Un emplacement situé au quartier Saint-Denis,  
de la cité de Montréal, faisant partie de la subdivi-  
sion numéro cent soixante-neuf, du lot connu et  
désigné sous le numéro trois cent trente et un, sur  
les plan et livre de renvoi officiels du village incor-  
poré de la Côte Saint-Louis, (No 331-169), conté-  
nant trente-sept pieds et six pouces de front par  
soixante et treize pieds et demi de profondeur,  
mesure anglaise; borné en front par la rue Cham-  
bord, en arrière par le lot de subdivision deux  
cent dix, du dit numéro trois cent trente et un,  
au côté nord par le lot (331-170) trois cent trente  
et un-cent-soixante et dix, et au côté sud par le  
résidu du dit lot (331-169) trois cent trente et un-  
cent soixante et neuf—avec une maison et autres  
dépendances dessus érigées.

2° Un autre emplacement situé sur la rue Lasalle,  
contigu à celui dessus décrit et faisant partie du  
lot numéro deux cent dix, de la subdivision officielle  
du lot trois cent trente et un, des dits plan et livre  
de renvoi officiels du village incorporé de la Côte  
Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds de front  
par une profondeur de soixante-treize pieds et

TWENTY FIFTH day of OCTOBER next, at  
ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 19th September, 1906. 3172  
[First published, 22nd September, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **D**AME ROSE DE LIMA  
No. 1653. } **B**EAUDIN, of the town  
of Saint Paul, district of Montreal, widow of the  
late Moïse Desautels, in his lifetime civil service  
employee, of the same place, Plaintiff; against the  
lands and tenements of J. C. GAGNE, of the city  
and district of Montreal, in his quality of curator  
to the vacant estate of the late Moïse Desautels, in  
his lifetime of the same place, of Florina Desau-  
tels, of Shawinigan Falls, district of Three Rivers,  
wife separated as to property of Arthur Denault,  
accountant, of the same place, and by the latter  
duly authorized for the purposes hereof; Médéric  
Desautels, clerk, of the town of Saint Paul, district  
of Montreal, Amélia Desautels, spinster in the  
enjoyment of her rights, of the said town of Saint  
Paul, Médéric Desautels, contractor, of the parish  
of Saint Vincent de Paul, district of Montreal, in  
his quality of tutor of Emile Desautels, a minor,  
and to Alpha Desautels, a minor, to avail in his  
said quality for all purposes of law, original  
defendants, and the said J. C. Gagné, defendant  
in continuance of suit :

Seized as belonging to and in the possession of  
the said defendant in continuance of suit, J. C.  
Gagné, *es-qualité*, the following immovable, to  
wit :

A lot of land situate in Saint Henry ward, of the  
city of Montreal; bounded in front by Turgeon  
street, known and described on the official plan  
and book of reference of the parish of Montreal, as  
number two thousand one hundred and three (No.  
2103)—with a wooden house cased in brick and  
other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the TWENTY FIFTH day of OCTOBER next,  
at THREE of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 19th September, 1906. 3176  
[First published, 22nd September, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **S**ERAPHIN POITRAS,  
No. 308. } **S** farmer, of the parish of  
L'Épiphanie, district de Joliette, Plaintiff; against  
the lands and tenements of AUGUSTE MARTI-  
NEAU, of the city and district of Montreal, De-  
fendant.

1. A lot situate in Saint Denis ward, of the city  
of Montreal, forming part of the subdivision number  
one hundred and sixty nine, of the lot known and  
described as number three hundred and thirty one,  
on the official plan and in the book of reference of  
the incorporated village of Côte Saint Louis (No.  
331-169), containing thirty seven feet six inches in  
front by seventy three feet and a half in depth,  
english measure; bounded in front by Chambord  
street, in rear by subdivision lot number two hun-  
dred and ten, of the said number three hundred and  
thirty one, on the north side by the lot (331-170),  
three hundred and thirty one—one hundred and  
seventy, and on the south side by the residue of the  
said lot (331-169) three hundred and thirty one—  
one hundred and sixty nine—with a house and other  
dependencies thereon erected.

2. Another lot situate on Lasalle street, con-  
tiguous to the one above described and forming part  
of the lot number two hundred and ten, of the  
official subdivision of lot three hundred and thirty  
one, of the said official plan and book of reference  
of the incorporated village of Côte Saint Louis,  
measuring twenty five feet in front by a depth of

de mi ; borné en front par la dite rue Lasalle, en arrière par le lot ci-dessus décrit (331-169) du côté nord par le lot trois cent trente et un-deux cent neuf (331-209), des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, et de l'autre côté, au sud, par le résidu du dit lot trois cent trente et un-deux cent dix (331-210), des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec une maison et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 19 septembre 1906. 3173  
[Première publication, 22 septembre 1906.]

### Ventes par le Shérif—Québec

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : { DAME ELEONORE BERNIER ET VIR ; contre DAME POMELA LACOMBE ET AL, et ALPHONSE DUMAIS, JR., ET AL, héritiers, à savoir : Le lot No 4197 (quatre mille cent quatre-vingt-dix-sept), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Artillerie—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Québec, 20 septembre 1906. 3193  
[Première publication, 22 septembre 1906.]

#### FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : { NAPOLEON DION, de la No 1345. } paroisse de Sainte-Jeanne-Neuveville ; contre WILLIAM GOUGE, de la paroisse de Sainte-Catherine, à savoir :

1° Le No 188 (cent quatre-vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant une terre située en la quatrième concession—circonstances et dépendances.

2° Le No 189 (cent quatre-vingt-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant une terre située en la quatrième concession—circonstances et dépendances.

3° Le No 191 (cent quatre-vingt-onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant une terre située en la quatrième concession—circonstances et dépendances.

4° Le No 194 (cent quatre-vingt-quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant une terre située en la quatrième concession—circonstances et dépendances.

5° Le No 195 (cent quatre-vingt-quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant une terre située en la quatrième concession—circonstances et dépendances.

6° Le No 196 (cent quatre-vingt-seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant une terre située en la quatrième concession—circonstances et dépendances.

seventy three feet and a half ; bounded in front by the said Lasalle street, in rear by the lot herein above described, (331-169), on the north side by lot three hundred and thirty one—two hundred and nine (331-209), of the said official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, and on the other side, to the south, by the residue of the said lot three hundred and thirty one—two hundred and ten (331-210), of the said official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with a house and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 19th September, 1906. 3174  
[First published, 22nd September, 1906.]

### Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS.

Québec, to wit : { DAME ELEONORE BERNIER ET VIR ; against DAME POMELA LACOMBE ET AL, and ALPHONSE DUMAIS, FILS, ET AL heirs, to wit :

Lot No. 4197 (four thousand one hundred and ninety seven), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Artillery street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SIXTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff Office, Sheriff.  
Québec, 20th September, 1906. 3194  
[First published, 22nd September, 1906.]

#### FIERI FACIAS.

Québec, to wit : { NAPOLEON DION, of the No. 1345. } parish of Sainte-Jeanne-Neuveville ; against WILLIAM GOUGE, of the parish of Sainte-Catherine, to wit :

1. The No. 188 (one hundred and eighty-eight), of the official cadastre of the parish of Sainte-Catherine, county of Portneuf, being a lot of land situate in the fourth concession—circumstances and dependencies.

2. The No. 189 (one hundred and eighty-nine), of the official cadastre of the parish of Sainte-Catherine, county of Portneuf, being a lot of land situate in the fourth concession—circumstances and dependencies.

3. The No. 191 (one hundred and ninety-one), of the official cadastre of the parish of Sainte-Catherine, county of Portneuf, being a lot of land situate in the fourth concession—circumstances and dependencies.

4. The No. 194 (one hundred and ninety-four), of the official cadastre of the parish of Sainte-Catherine, county of Portneuf, being a lot of land situate in the fourth concession—circumstances and dependencies.

5. The No. 195 (one hundred and ninety-five), of the official cadastre of the parish of Sainte-Catherine, county of Portneuf, being a lot of land situate in the fourth concession—circumstances and dependencies.

6. The No. 196 (one hundred and ninety-six), of the official cadastre of the parish of Sainte-Catherine, county of Portneuf, being a lot of land situate in the fourth concession—circumstances and dependencies.

7° Le No 306 (trois cent six), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant un lot de terre, étant une île, située sur la rivière Jacques-Cartier, entre la quatrième et cinquième concessions—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Catherine, le ONZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif, Québec, 7 septembre 1906. [Première publication, 8 septembre 1906.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Circuit.*

Québec, à savoir : } **N**APOLÉON DES LAU-  
No 2137. } **R**RIERS ; contre AMEDEV  
ROY, à savoir :

1° Le lot No 365 (trois cent soixante et cinq), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Carrier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 340 (trois cent quarante), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Carrier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Le lot No 366 (trois cent soixante et six), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Carrier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4° Le lot No 364 (trois cent soixante et quatre), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Carrier—circonstances et dépendances.

5° Le lot No 363 (trois cent soixante et trois), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Carrier—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le ONZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Québec, 6 septembre 1906. [Première publication, 8 septembre 1906.]

**Ventes par le Shérif—St-François**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Saint-François*

Sherbrooke, à savoir : } **C**HARLES E. BASS,  
No 293. } ingénieur, du village

d'Agnès, district de Beauce, Demandeur ; contre MALCOLM A. MACLEAN ET AL, Défendeurs, à savoir :

L'emplacement connu comme étant la partie nord-ouest du lot No 2038 (deux mille trente-huit), d'après le plan cadastral et livre de renvoi officiels pour le village de Mégantic, laquelle partie mesure 56 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Mégantic, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1906, à ONZE heures de l'avant-midi.

Par ordre du shérif de Saint-François.

GUILLAUME FOURNIER,

3157 Huissier. [Première publication, 22 septembre 1906.]

7. The No 306 (three hundred and six), of the official cadastre of the parish of Sainte-Catherine, county of Portneuf, being a lot of land, being an island, situate on the river Jacques-Cartier, between the fourth and fifth concessions—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Catherine, on the ELEVENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 7th September, 1906. [First published, 8th September, 1906.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court.*

Québec, to wit : } **N**APOLÉON DES LAU-  
No. 2137. } **R**RIERS ; against AMEDEV  
ROY, to wit :

1. The lot No. 365 (three hundred and sixty-five), of the official cadastre of Notre-Dame ward, in the town of Lévis, being a lot situate on Carrier street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot No. 340 (three hundred and forty), of the official cadastre of Notre-Dame ward, in the town of Lévis, being a lot situated on Carrier street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The lot No. 366 (three hundred and sixty-six), of the official cadastre of Notre-Dame ward, in the town of Lévis, being a lot situate on Carrier street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. The lot No. 364 (three hundred and sixty-four), of the official cadastre of Notre-Dame ward, in the town of Lévis, being a lot situated on Carrier street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

5. The lot No. 363 (three hundred and sixty-three), of the official cadastre of Notre-Dame ward, in the town of Lévis, being a lot situate on Carrier street—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Lévis, on the ELEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Québec, 6th September, 1906. [First published, 8th September, 1906.]

**Sheriff's Sales—St. Francis**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Sherbrooke, to wit : } **C**HARLES E. BASS, en-  
No. 293. } gineer, of the village of

Agnes, district of Beauce, Plaintiff ; against MALCOLM A. MACLEAN ET AL, Defendants, to wit :

The lot known as being the north west part of the lot No. 2038 (two thousand and thirty eight), according to the cadastral plan and book of reference for the village of Mégantic, which said part measures 56 feet in width by 100 feet in depth, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the village of Mégantic, on the TWENTY FOURTH day of OCTOBER next, 1906, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

By order of the sheriff of Saint Francis.

GUILLAUME FOURNIER,

3158 Bailiff. [First published, 22nd September, 1906.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit pour le comté de Champ'ain—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **DAME MATILDA**  
No 1117 } **BERTHIAUME,**  
Demandeur ; vs **OVIDE FRANCOEUR,** Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Tite, sur la rue du Moulin, faisant partie du lot numéro deux cent trente neuf (239), du cadastre hypothécaire de Saint-Tite, contenant quatre-vingt-dix pieds de largeur sur six perches de profondeur, le tout plus ou moins ; borné en front vers le nord, au chemin public, en profondeur vers le sud, au lot numéro deux cent trente-sept, d'un côté vers l'est, partie à un fossé qui sépare le dit emplacement de celui de Joseph Irénée Frigon, ce dernier emplacement portant le numéro deux cent quarante, et partie à Jérôme Roy, et de l'autre côté vers l'ouest à Alex. Groleau—avec maison dessus érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le **VINGT-QUATRIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

**CHARLES DUMOULIN,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 19 septembre 1906. 3191  
[Première publication, 22 septembre 1906.]

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the aforementioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court for the county of Champlain.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit. } **DAME MATILDA**  
No. 1117. } **BERTHIAUME,**  
Plaintiff; v. **OVIDE FRANCOEUR,** Defendant.

A lot situate in the parish of Saint Tite, on du Moulin street, forming part of the lot number two hundred and thirty nine (239), of the hypothecary cadastre of Saint Tite, containing ninety feet in width by six perches in depth, the whole more or less; bounded in front to the north, by public highway, in depth to the south, by lot number two hundred and thirty seven, on one side to the east, partly by a ditch which divides the said lot from that of Joseph Irénée Frigon, the latter lot bearing the number two hundred and forty, and partly by Jérôme Roy, and on the other side to the west by Alex. Groleau—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, on the **TWENTY FOURTH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

**CHARLES DUMOULIN,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 19th September, 1906. 3192  
[First published, 22nd September, 1906.]

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 81.

*In re* Dame Zélée Mercier, faisant affaires seule à Montréal, sous la raison sociale de "J. A. Colson", Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8 octobre 1906, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

**A. LAMARCHE,**  
Curateur.

Bureau : Bâtisse de l'Assurance Royale,  
No 2, Place d'Armes.  
Montréal, 22 septembre 1906. 3203

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de La Cie de l'Hôtel Victoria, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné que Blanche Resther, de la cité de Québec, fille mineure de Aurèle Resther, faisant affaires à Québec sous la raison sociale de "La Compagnie de l'Hôtel Victoria," a, le 18 septembre 1906, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

**GEO. DARVEAU,**  
Gardien provisoire.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.  
Québec, 19 septembre 1906. 3201

Avis est par le présent donné que Lucien Levesque, du Lac Mégantic, marchand, a fait cession de ses biens le 20 septembre 1906.

**LEFAIVRE & TASCHEREAU,**  
Gardiens provisoires.

Québec, 21 septembre 1906. 3209

## Bankrupt Notices

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 81.

*In re* Dame Zélée Mercier, doing business alone at Montreal, under the style and firm of "J. A. Colson", Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 8th of October, 1906, after which date this dividend will be payable at my office.

**A. LAMARCHE,**  
Curator.

Office : Royal Insurance Building,  
No. 2, Place d'Armes.  
Montreal, 22nd September, 1906. 3204

Province of Québec, }  
District of Québec. } *Superior Court*

In the matter of The Hotel Victoria Company, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that Blanche Resther, of the city of Québec, minor daughter of Aurèle Resther, carrying on business at Québec under the name, style and firm of "The Victoria Hotel Company," has, on the 18th day of September, 1906, made an assignment of her estate for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec.

**GEO. DARVEAU,**  
Provisional guardian.

Office : 244, Saint Joseph street.  
Québec, 19th September, 1906. 3202

Notice is hereby given that Lucien Levesque, of Lake Megantic, merchant, has made an assignment of his estate, on the 20th of September, 1906.

**LEFAIVRE & TASCHEREAU,**  
Provisional guardians.

Québec, 21st September, 1906. 3210

## Index de la Gazette Officielle de Québec No 38.

## Index of the Quebec Official Gazette. No. 38.

- ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : —**Dmes Audet vs Côté, 1409 ; Bergeron vs Croteau, 1407 ; Brunet vs Plante, 1400 ; Cohen vs Freedman, 1408 ; Damphousse vs Carbonneau, 1383 ; Dubreuil vs Lacaille, 1409 ; Fontaine vs Fontaine, 1383 ; Kanyuk vs Gross, 1409 ; Katz vs Glaser, 1384 ; Labelle vs Bourgouin, 1408 ; Lafrenière vs Vermette, 1407 ; Lippé vs St. Georges, 1407 ; Lussier vs Brodeur, 1407 ; Mathurin vs Terriault, 1409 ; Poulin vs Martel, 1408 ; Pye vs Taylor, 1409 ; Ramsay vs Barcelo, 1408 ; Surprenant vs Breton, 1408.
- ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : —** Thibeau-deau vs Baril, 1407.
- ANNONCEURS : —** Avis aux : — Concernant avis, etc., 1397.
- AVIS : —**The Ruiters' Corner Cemetery Coy, 1410.
- BILLS PRIVÉS, P. Q. : —** Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1403 ; Conseil législatif, 1402.
- CERCLES AGRICOLES —** Formation de : — Saint-Michel de Vaudreuil, 1401 ; Mission de la Présentation, 1401.
- DEMANDE A LA LÉGISLATURE : —** Quebec and Saguenay Railway Coy, 1405.
- ERRATA : —** Lire cantons Dolbeau, Dalmas, Pelletier et Albanel, 1399 ; Lire or the attainment, au lieu de of the attainment, 1400.
- EXAMEN : —**Candidats des mesureurs de bois, 1402.
- FAILLIS : —** Colson, 1420 ; Descoteaux, 1410 ; Empire Shoe Co., 1411 ; Gauthier, 1414 ; La Cie de l'Hôtel Victoria, 1420 ; Langelier et al, 1411 ; Larose, 1410 ; La Société de Crédit Hebdomadaire de Montréal, 1411 ; Levesque & Fils, 1412 ; Levesque, 1420 ; Maranda, 1412 ; McCorry, 1411 ; Rioux (succession), 1413 ; The Imperial Light, Heat and Power Co, 1411 ; The Montreal Jewelry Co, 1412 ; Wittes, 1412.
- LETTRES PATENTES : —**La Cie de Chaises de Fraserville, 1401 ; Montreal Box Toe Co, 1400 ; The South Beach Fishermen's Bait Association, 1400.
- LIQUIDATION : —**Montreal Exposition Coy, 1407.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : —**Demande d'annexer ou d'ériger, etc. : — Divers lots de Sainte-Claire à Sainte-Marguerite, comté de Dorchester, 1401.
- MEMBRES ÉLUS : —** District électoral d'Argenteuil, 1397 ; District électoral de Brome, 1397.
- NOMINATIONS : —**Conseils en Loi du Roi : — Montréal, 1398 ; Saint-François, 1398.  
Juges de paix : — District de Saint-François, 1398.
- PROCLAMATIONS : —**Convocation des Chambres, 1399 ; Jour d'actions de grâces, 1398.
- ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : —**Dmes Audet vs Côté, 1409 ; Bergeron vs Croteau, 1407 ; Brunet vs Plante, 1409 ; Cohen vs Freedman, 1408 ; Damphousse vs Carbonneau, 1408 ; Dubreuil vs Lacaille, 1409 ; Fontaine vs Fontaine, 1383 ; Kanyuk vs Gross, 1409 ; Katz vs Glaser, 1384 ; Labelle vs Bourgouin, 1408 ; Lafrenière vs Vermette, 1407 ; Lippé vs St. Georges, 1407 ; Lussier vs Brodeur, 1407 ; Mathurin vs Terriault, 1409 ; Poulin vs Martel, 1408 ; Pye vs Taylor, 1409 ; Ramsay vs Barcelo, 1408 ; Surprenant vs Breton, 1408.
- ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD : —** Thibeau-deau vs Baril, 1407.
- ADVERTISERS : —**Notice to : — Respecting notices, &c., 1397.
- NOTICES : —**The Ruiters' Corner Cemetery Coy, 1410.
- PRIVATE BILLS, P. Q. : —**Notices respecting the : — Legislative Assembly, 1403 ; Legislative Council, 1402.
- FARMERS' CLUBS : —**Formation of : — Saint Michel de Vaudreuil, 1401 ; Mission of la Présentation, 1401.
- APPLICATION TO THE LEGISLATURE : —**Quebec and Saguenay Railway Coy, 1405.
- ERRATA : —**Read townships Dolbeau, Dalmas, Pelletier and Albanel, 1399 ; Read or the attainment, instead of the attainment, 1400.
- EXAMINATION : —**Candidates of lumber cullers, 1402.
- INSOLVENTS : —**Colson, 1420 ; Descoteaux, 1410 ; Empire Shoe Co., 1411 ; Gauthier, 1412 ; The Hotel Victoria Company, 1420 ; Langelier et al, 1411 ; Larose, 1410 ; La Société de Crédit Hebdomadaire de Montréal, 1411 ; Levesque & Fils, 1412 ; Levesque, 1420 ; Maranda, 1412 ; McCorry, 1411 ; Rioux (estate), 1413 ; The Imperial Light, Heat and Power Co, 1411 ; The Montreal Jewelry Co, 1412 ; Wittes, 1412.
- LETTERS PATENT : —**The Fraserville Chair Co, 1401 ; Montreal Box Toe Coy, 1400 ; The South Beach Fishermen's Bait Association, 1400.
- LIQUIDATION : —**Montreal Exposition Coy, 1407.
- SCHOOL MUNICIPALITY : —**Application to annex or to erect, &c. : — Several lots of Sainte Claire to Sainte Marguerite, county of Dorchester, 1401.
- MEMBERS ELECTED : —**Electoral district of Argenteuil, 1397 ; Electoral district of Brome, 1397.
- APPOINTMENTS : —**King's Counsels Law : — Montréal, 1398 ; Saint Francis, 1398  
Justices of the peace : — District of Saint Francis, 1398
- PROCLAMATIONS : —**Parliament convoked, 1398 ; General Thanksgiving, 1398.

RÉSOLUTION :— Conseil municipal du comté du Lac Saint-Jean, No 2, 1406.	RESOLUTION :—Municipal council of the county of Lake Saint John, No. 2, 1406.
VENTE PAR LICITATION :—Dme Boyer et vir vs Dme Boyer et vir, 1413.	SALE BY LICITATION :—Dme Boyer et vir vs Dme Boyer et vir, 1413.
VENTES PAR LES SHÉRIFS .	SHERIFFS' SALES :
ARTHABASKA :—Roy, Failli, 1414 ; Turcotte, Failli, 1414.	ARTHABASKA :—Roy, Insolvent, 1414 ; Turcotte, Insolvent, 1414.
BEAUCHE :—Legendre vs Berger n, 1415.	BEAUCHE :—Legendre vs Bergeron, 1415.
JOLIETTE :—Gagnon vs Lepage, 1415.	JOLIETTE :—Gagnon vs Lepage, 1415.
KAMOURASKA —Le Syndicat de Fraserville vs Drapeau, 1416.	KAMOURASKA :—Le Syndicat de Fraserville vs Drapeau, 1416.
MONTREAL :—Beaudin (Dme) vs Desautels et al, 1417 ; McMillan ès qual vs Goulet, 1416 ; Poitras vs Martineau, 1417.	MONTREAL :—Beaudin (Dme) vs Desautels et al, 1417 ; McMillan et al ès-qual vs Goulet, 1416 ; Poitras vs Martineau, 1417.
QUÉBEC :—Bernier (Dme) et vir vs Lacombe et al, 1418 ; Dion vs Gouge, 1418.	QUEBEC :—Bernier (Dme) et vir vs Lacombe et al, 1418 ; Dion vs Gouge, 1418.
SAINT-FRANÇOIS :—Bass vs MacLean et al, 1419.	SAINT FRANCIS :—Bass vs MacLean et al, 1419.
TROIS-RIVIÈRES :—Berthiaume (Dme) vs Francoeur n. 1420.	THREE RIVERS :—Berthiaume (Dme) vs Francoeur, 1420.